



En Europe, nous sommes devenus une zone à l'abri avec l'Otan : placés sous tutelle américaine

ALAIN DE BENOIST

nion, c'est que les chefs d'Etat et de gouvernement européens prolongent cette illusion de souveraineté alors que leur impuissance saute aux yeux. Cette duperie insupporte nos concitoyens et donne du crédit aux thèses populistes. Le populisme n'est rien d'autre que la mesure de l'exaspération citoyenne face au dysfonctionnement des gouvernances publiques et au manque de courage de nos politiques. Il est impératif que les Etats membres se ressaisissent et fassent de la zone euro l'embryon du fédéralisme européen.

Il est absurde de vouloir créer un marché transatlantique unique alors que le marché intérieur européen est loin d'être terminé. En Europe, les acteurs économiques doivent jongler avec autant d'agences de régulation des télécommunications, de l'énergie, de la fiscalité, de la concurrence (et j'en passe) que de pays membres de l'UE. Par exemple, le fait que nous ayons 28 agences de régulation des télécommunications nous transforme, dans le domaine numérique, en colonie américaine sous empire du Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon). Un quatuor auquel il faudra ajouter Netflix. Jouant de nos divisions politiques et de nos distorsions juridiques, notamment fiscales, souvent occultes du fait du « tax ruling », ces géants du net réussissent l'exploit de ne pratiquement pas payer d'impôt sur leurs bénéfices réalisés en Europe ! C'est un comble.

En matière monétaire, avec la création de l'euro, la gouvernance par les ministres des Finances de l'Eurogroupe a été calamiteuse. Le cas de la Grèce en est l'illustration. La méprise consistant à l'avoir admise dans la zone euro aurait dû être compensée par une surveillance vigilante. La crise des dettes souveraines a heureusement mis en évidence la nécessité d'instituer enfin un véritable gouvernement économique, financier et budgétaire de la zone euro. Dans le même esprit, avant de négocier un traité transatlantique, il importe de parfaire notre marché intérieur et de mettre en place un pilotage politique. Donc de nous préparer au fédéralisme européen, donnant sa légitimité à un gouvernement européen.

Alain de Benoist - Cette exaspération populaire est compréhensible : nos concitoyens ne voient pas seulement s'effondrer des pans entiers de la souveraineté nationale et étatique. Ils constatent en outre que cette souveraineté confisquée n'est même pas reportée au niveau européen. Elle disparaît dans un trou noir. Je n'ai rien contre une Europe fédérale, dotée d'un gouvernement, mais la veut-on vraiment ? Au bout de toutes ces années, nous n'avons construit qu'un appendice d'une zone de libre-échange qu'on veut désormais élargir aux Etats-Unis. C'est le vieux clivage entre l'Europe-puissance et l'Europe-marché. Bruxelles ne donne pas aux Européens le sentiment de vouloir affirmer sa présence, sa puissance et sa volonté dans un monde multipolaire. Le simple fait d'envisager ce Traité transatlantique, avec l'assentiment explicite ou implicite de tous les partis politiques, démontre que l'UE a la même vision ultralibérale que les Etats-Unis. A Bruxelles et

dans tous les pays-membres, on pense que l'économie est supérieure au politique. Je crois le contraire.

Pourquoi les Américains sont-ils si pressés de signer ce fameux traité ? Barack Obama l'a résumé en comparant le TTIP à une « Otan économique ». Pour Washington, il s'agit d'arrimer définitivement l'Europe aux Etats-Unis, d'en faire l'arrière-cour des Américains et de lui ôter toute velléité de partenariat continental avec la Russie. Nous serions comme avec l'Otan : placés sous tutelle américaine, ce qui nous empêcherait logiquement d'émerger en tant que pôle autonome. La manœuvre géopolitique est aussi grossière que flagrante.

Jean Arthuis - En tant que libéral, je n'adhère pas tout à fait à cette interprétation. Je suis respectueux de l'économie parce qu'elle est une réalité intangible. Revenons encore à la Grèce. Alexis Tsipras et son gouvernement eurosceptique se sont fait élire sur la base d'un programme politique. Mais Syriza va se heurter au mur de la réalité économique. Où est la souveraineté d'un pays surendetté ? Dans les mains de ses créanciers. On peut avoir toutes les ambitions politiques mais, si l'on ne produit pas de richesse et qu'on ignore l'économie, cela conduit à une impasse. Pendant quarante ans, on s'est entretenu au nom du volontarisme politique et en négligeant le fait économique. Regardez où cela nous a menés...

Qu'on le veuille ou non, je le répète, nous sommes dans la mondialisation-globalisation. D'ailleurs, si j'ai quitté mon mandat de sénateur pour celui d'euro-député, c'est parce que les directives européennes, en matière économique et financière, sont décisionnelles et que nos assemblées deviennent en ces domaines des chambres d'enregistrement. Les textes de portée infra-européenne sont trop souvent des gesticulations. On peut le déplorer, mais c'est un fait. En Européen convaincu, je pense que, pour exercer la souveraineté, il faut la partager et l'assumer. Et, dans cette optique, il faut aller jusqu'au bout du fédéralisme et nous doter enfin d'un gouvernement européen.

Alain de Benoist - Je suis plus pessimiste. Je maintiens que l'Europe aurait dû construire ses structures politiques avant tout le reste. En particulier avant de s'étendre inconsidérément à des pays qui cherchaient surtout à se placer sous parapluie américain après l'effondrement de l'Union soviétique. Plus on s'élargit, plus on se dissout, plus on se défait...
■ PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS TREMBLAIS



Jean Arthuis, ministre de l'Economie et des Finances de 1995 à 1997, est député européen (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe). Il y préside la commission des Budgets. En 2014, il a publié « L'Europe, dernière chance pour la France ! », Editions Calmann-Lévy, 224 p., 16,50 €.